

**ERRATUM**

**Sous-commission paritaire pour les exploitations  
forestières**

**CCT n° 149445/CO/125.01  
du 30/11/2018**

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 1<sup>er</sup> « **42855/CO/125.01** » doit être ajouté après « 2 oktober 1996 ».
- L'article 7 des statuts du fonds doit être corrigé comme suit : « Deze bijdrage wordt geïnd en ~~ingevoerd~~ **ingevorderd** door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die **deze** op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid,~~ genaamd Bosuitbatingsfonds. »

**ERRATUM**

**Paritair Subcomité voor de bosontginningen**

**CAO nr. 149445/CO/125.01  
van 30/11/2018**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 1 moet « **42855/CO/125.01** » ingevoerd worden na « 2 oktober 1996 ».
- Artikel 7 van de statuten van het fonds moet als volgt verbeterd worden : « Deze bijdrage wordt geïnd en ~~ingevoerd~~ **ingevorderd** door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die **deze** op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid,~~ genaamd Bosuitbatingsfonds. »

Correction dans les deux langues :

- L'article 8 des statuts du fonds doit être corrigé comme suit : « « (...) ». Les règles de perception, de recouvrement et de prescription relatives aux cotisations de sécurité d'existence sont les mêmes que celles applicables aux cotisations **de sécurité sociale** ordinaires. Les cotisations sont dues trimestriellement au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre concerné et en cas de paiement tardif, une majoration de 10 % et un intérêt de retard de 7 % seront appliqués. En ce qui concerne le recouvrement des arriérés, l'ONSS est chargé de procéder au recouvrement des cotisations que les employeurs assujettis n'ont pas payées dans le délai réglementaire. Avant de procéder au recouvrement judiciaire, l'ONSS met tout en œuvre pour obtenir le paiement des cotisations dues par la voie administrative. La phase judiciaire est par conséquent précédée d'une phase administrative. »
- A l'article 10 (à deux reprises) et à l'article 23 des statuts du fonds, la référence à l'« article 15 » doit être remplacée par « article **14** ».

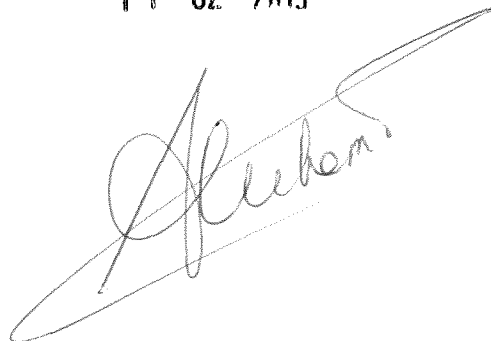
Décision du

Verbetering in beide talen :

- Artikel 8 van de statuten van het fonds moet als volgt verbeterd worden : « (...) Dit betekent dat inzake inning, invordering en verjaring, voor de **bestaanszekerheids**bijdrage dezelfde regels moeten gelden als voor de gewone socialezekerheidsbijdragen, dit wil zeggen dat zij driemaandelijks verschuldigd is uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal en dat er bij laattijdige betaling een bijdrageopslag van 10 % en een verwijlinterest van 7 % wordt aangerekend. In verband met het navorderen van deze achterstallen is het zo dat de RSZ als taak heeft de bijdragen na te vorderen die niet binnen de reglementaire **termijn** wijze door de bijdrageplichtige werkgevers betaald werden. Vooraleer tot rechtsvervolging over te gaan stelt hij **de RSZ** alles in het werk om langs administratieve weg de betaling van de verschuldigde bijdrage te verkrijgen. De gerechtelijke fase wordt dus voorafgegaan door een bestuurlijke fase. »
- In artikel 10 (tweemaal) en artikel 23 van de statuten van het fonds, moet de verwijzing naar « artikel 15 » vervangen worden door « artikel **14** ».

Beslissing van

11-02-2019

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Leebens', is written over a horizontal line.

Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières  
Convention collective de travail du 30 novembre 2018 :

**Modification et coordination des statuts du "Fonds de sécurité d'existence des exploitations forestières", dit "Fonds Forestier"** \* 42855/CO-12501

**Article 1<sup>er</sup>.** La Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières, en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, modifie et coordonne les statuts du "Fonds de sécurité d'existence des exploitations forestières", dit "Fonds Forestier" (institué par convention collective de travail du 2 octobre 1996, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières et rendue obligatoire par arrêté royal du 20 mai 1997 ; cf. Moniteur belge du 15 août 1997), comme exposé ci-après.

**Art. 2.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières et aux ouvriers qu'ils occupent. Par "ouvriers" on entend les ouvriers et ouvrières.

Par "Fonds Forestier" on entend le Fonds de sécurité d'existence des exploitations forestières.

**Art. 3.** La présente convention collective de travail remplace la CCT du 21 septembre 2017 (142149/CO/125.01). Elle entre en vigueur le 1er avril 2019 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis d'au moins six mois et expirant un 31 décembre, adressé par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières.

STATUTS MODIFIES ET COORDONNES :

CHAPITRE Ier. Institution et siège

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué à partir du 1er janvier 1996 un "Fonds de sécurité d'existence des exploitations forestières", dit "Fonds Forestier".

**Art. 2.** Le siège social du Fonds est établi rue de Birmingham 225 à 1070 Anderlecht.

CHAPITRE II. Missions

**Art. 3 § 1<sup>er</sup>.** Le Fonds Forestier assure entre autres le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages complémentaires fixés par la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières en faveur des ouvriers, occupés dans les entreprises d'exploitation forestière ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières:

Avantages travailleurs :

- 1) Solidarisation de l'indemnité de remboursement des frais d'outillage mécanisé;
- 2) indemnité de maladie longue durée et/ou accidents de travail;
- 3) indemnité complémentaire de prépension;
- 4) indemnité de formation permanente ;
- 5) indemnité sociale aux travailleurs âgés licenciés;
- 6) indemnité en cas d'accident mortel du travail ;
- 7) prime d'ancienneté ;

8) prime syndicale.

Avantage employeur :

1) indemnité de formation.

§ 2. Le Fonds Forestier a également pour mission :

- de financer et organiser la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes ;
- de promouvoir les initiatives pour la formation et l'emploi de groupes à risque.

### CHAPITRE III. Financement

**Art. 4.** Les ressources du Fonds Forestier sont constituées par des cotisations dues par les employeurs qui occupent des ouvriers dans les entreprises d'exploitations forestières, ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières.

**Art. 5.** Les cotisations sont fixées en pourcentage des salaires bruts à 108 p.c., gagnés au cours de l'exercice par les ouvriers visés à l'article 4. Le taux des cotisations est déterminé par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières.

**Art. 6.** L'exercice de perception des cotisations couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année au 31 décembre.

**Art. 7.** les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale, qui, à son tour, les versera au Fonds Forestier. Il s'agit des cotisations qui financent les missions du fonds et aussi les cotisations à verser à l'asbl Hout Info Bois et à la Confédération Belge du Bois.

**Art. 8.** La base légale qui permet de confier la perception de cotisations de sécurité d'existence à l'ONSS réside à l'article 6 de la loi de sécurité sociale du 27.6.1969 et à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence. Les règles de perception, de recouvrement et de prescription relatives aux cotisations de sécurité d'existence sont les mêmes que celles applicables aux cotisations <sup>de sécurité sociale</sup> ordinaires. Les cotisations sont dues trimestriellement au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre concerné et en cas de paiement tardif, une majoration de 10% et un intérêt de retard de 7% seront appliqués. En ce qui concerne le recouvrement des arriérés, l'ONSS est chargé de procéder au recouvrement des cotisations que les employeurs assujettis n'ont pas payées dans le délai réglementaire. Avant de procéder au recouvrement judiciaire, l'ONSS met tout en oeuvre pour obtenir le paiement des cotisations dues par la voie administrative. La phase judiciaire est par conséquent précédée d'une phase administrative.

**Art. 9.** Les cotisations trimestrielles sont calculées sur base des déclarations trimestrielles que l'employeur doit transmettre à l'office national de sécurité sociale, au plus tard le dernier jour du mois suivant le trimestre écoulé.

**Art. 10.** Les frais d'administration du Fonds Forestier sont fixés chaque année par le comité de gestion prévu à l'article ~~15. 14~~

Ces frais sont couverts par :

1. les intérêts des capitaux constitués par le versement des cotisations;
2. le produit d'une retenue sur les cotisations dont le pourcentage est fixé annuellement par le comité paritaire de gestion prévu à l'article ~~15. 14~~

#### CHAPITRE IV. Nature, modalités d'octroi et liquidation des avantages complémentaires

**Art. 11.** Les ouvriers visés à l'article 4 ont droit à des avantages complémentaires dont le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières.

**Art. 12.** En aucun cas, la liquidation des avantages complémentaires aux ouvriers ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

**Art. 12 bis.** Les avantages octroyés sont gratuits pour les bénéficiaires. Aucun frais ne peut être mis à charge du bénéficiaire d'une manière ou d'une autre.

**Art. 13.** Le Fonds Forestier peut également intervenir, en tout ou en partie, pour couvrir des frais de formation professionnelle et/ou sociale en application des conventions collectives de travail sectorielles.

#### CHAPITRE V. Gestion

**Art. 14.** Le Fonds Forestier est géré par un comité paritaire de gestion composé de quatre membres effectifs qui sont les administrateurs du Fonds Forestier.

La moitié de ces membres est désignée par et parmi les membres de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières qui ont été nommés sur présentation d'une organisation professionnelle d'employeurs d'exploitations forestières, l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières qui représentent les ouvriers de ces secteurs.

Les membres du comité paritaire de gestion sont désignés pour le terme qui est celui de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières.

En cas d'empêchement momentanée, le membre suppléant désigné remplace le membre effectif et en exerce les attributions.

La fonction du membre du comité paritaire de gestion échet par démission, par décès ou lorsque le mandat de membre de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières prend fin ou par démission donnée par l'organisation concernée. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les membres du comité paritaire de gestion sont rééligibles dans les mêmes conditions que celles où ils ont été désignés..

**Art. 15.** Les administrateurs du Fonds Forestier ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds Forestier. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

**Art. 16.** Le comité paritaire de gestion compte un Président et un Vice-Président.

La Présidence et la Vice-Présidence sont organisées en alternance entre les organisations des employeurs d'une part et les organisations des travailleurs d'autre part et la durée d'un mandat est de 3 ans.

**Art. 17.** Le comité paritaire de gestion est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds Forestier, sans préjudice toutefois de ceux réservés à la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières par la loi ou par les présents statuts.

Le comité paritaire de gestion peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un directeur et à tout

mandataire de son choix.

Le comité paritaire de gestion a notamment pour mission :

1. de contrôler et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution des présents statuts;
2. de déterminer les frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à couvrir ceux-ci;
3. de se prononcer souverainement sur tout cas particulier qui lui serait soumis en application d'une convention collective de travail sectorielle, s'inscrivant dans le cadre des missions du Fonds Forestier;
4. de faire rapport par écrit à la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières, chaque année au cours du mois de mai, sur l'accomplissement de sa mission.

Le directeur a notamment pour mission :

- 1/ La préparation de l'ordre du jour des réunions
- 2/ L'invitation des membres effectifs et suppléants du comité paritaire de gestion ; l'invitation, l'ordre du jour et les documents éventuels sont envoyés par courrier ordinaire ou par courriel électronique au minimum 5 jours ouvrables avant ladite réunion.
- 3/ La rédaction et la distribution du compte rendu de la réunion aux membres effectifs et suppléants au maximum un mois après ladite réunion.

**Art. 18.** Le comité paritaire de gestion se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président agissant, soit d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité paritaire de gestion, soit à la demande du directeur du Fonds.

**Art. 19.** Le directeur du Fonds Forestier assiste de droit aux séances du comité paritaire de gestion et en assume le secrétariat. Il n'a pas de voix délibérative.

**Art. 20.** Le comité paritaire de gestion ne peut délibérer et statuer valablement que si chaque organisation représentative est présente.

Les décisions du comité paritaire de gestion sont prises à l'unanimité des membres présents. Les membres effectifs et les membres suppléants qui siègent en remplacement des membres effectifs, ont seuls voix délibérative.

## CHAPITRE VI. Contrôle

**Art. 21.** En conformité avec l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières désigne un expert-comptable en vue de contrôler la gestion comptable du Fonds Forestier.

Il fait rapport à la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières sur sa mission au moins une fois chaque année au cours du mois de juin. En outre, il informe régulièrement le comité paritaire de gestion du Fonds Forestier du résultat de ses investigations et fait telles recommandations qu'il juge utiles.

## CHAPITRE VII. Bilan et comptes

**Art. 22.** A la date du 31 décembre, les bilan et comptes de l'exercice de l'année civile écoulée sont arrêtés.

## CHAPITRE VIII. Dissolution et liquidation

**Art. 23.** La dissolution du Fonds Forestier est prononcée par la Sous-commission paritaire des

exploitations forestières. Celle-ci décide de la destination des biens et valeurs du fonds après acquittement du passif en donnant à ceux-ci une affectation conforme à l'objet en vue duquel le Fonds Forestier a été créé.

La Sous-commission paritaire des exploitations forestières désigne comme liquidateurs les membres effectifs du comité paritaire de gestion prévus à l'article ~~15~~ **14**

#### CHAPITRE IX. – Compétence en cas de litiges

**Art. 24.** En cas de litiges entre les représentants des ouvriers et des employeurs, intervient d'abord une médiation en Commission Paritaire.

Si la médiation n'aboutit pas, il appartiendra alors au tribunal du travail du siège du Fonds Forestier de statuer sur les litiges relatifs aux droits et aux obligations résultant de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Paritair Subcomité voor de bosontginningen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2018 :

**Wijziging en coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de bosontginningen", genaamd "Bosuitbatingsfonds"**

**Artikel 1.** Het Paritair Subcomité voor de Bosontginningen, in toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, wijzigt en coördineert de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de bosontginningen" genaamd "Bosuitbatingsfonds" (opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 2 oktober 1996, 42855/CO/125.01 gesloten in het Paritair Subcomité voor de bosontginningen en algemeen bindend verklaard krachtens Koninklijk Besluit van 20 mei 1997 (Belgisch Staatsblad van 15 augustus 1997) zoals hierna uiteengezet.

**Art. 2.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de bosontginningen en op de werklieden die zij tewerkstellen.

Met "werklieden" bedoelt men de werklieden en werksters.

Met "Bosuitbatingsfonds" bedoelt men het Fonds voor bestaanszekerheid van de bosontginningen.

**Art. 3.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de CAO van 21 september 2017 (142149/CO/125.01). Zij treedt in werking op 1 april 2019 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van minstens zes maanden en eindigend op 31 december, betekend bij aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de bosontginningen.

## GEWIJZIGDE EN GECOÖRDONEERDE STATUTEN

### HOOFDSTUK I. - Oprichting en zetel

**Artikel 1.** Er wordt vanaf 1 januari 1996 een "Fonds voor bestaanszekerheid van de bosontginningen" opgericht, "Bosuitbatingsfonds" genaamd.

**Art. 2.** De maatschappelijke zetel van het Bosuitbatingsfonds is gevestigd Birminghamstraat 225 te 1070 Anderlecht

### HOOFDSTUK II. - Opdrachten

**Art. 3.** §1. Het Bosuitbatingsfonds voorziet onder andere in de financiering, de toekenning en de uitkering van aanvullende voordelen vastgesteld door de Paritaire Subcommissie voor de bosontginningen ten voordele van de arbeiders die werken in de ondernemingen van bosontginning die ressorteren onder de Paritaire Subcommissie voor de bosontginningen:  
Voordelen voor de arbeiders

1. de solidarisering van de vergoeding tot terugbetaling van de kosten voor mechanische gereedschappen;
2. de uitkering in geval langdurige ziekte en/of arbeidsongeval;
3. de aanvullende brugpensioenvergoeding;
4. Vergoeding voor permanente vorming
5. de sociale vergoeding voor oudere ontslagen werknemers;
6. de uitkering in geval van dodelijk arbeidsongeval.
7. Anciënniteitpremie



## 8. Syndicale premie

Voordelen voor de werkgever:

1. Vergoeding voor vorming

§2. Het Bosuitbatingsfonds heeft ook de taak:

- het financieren en organiseren van de beroepsopleiding van de werknemers en de jongeren.
- het bevorderen van initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen.

### HOOFDSTUK III. - Financiering

**Art. 4.** De inkomsten van het Bosuitbatingsfonds bestaan uit bijdragen, verschuldigd door de werkgevers die werklieden tewerkstellen in de ondernemingen van de bosontginningen, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de bosontginningen.

**Art. 5.** De bijdragen worden percentsgewijze vastgesteld naar rata van de brutolonen tegen 108 pct., die de in artikel 4 bedoelde werklieden in de loop van het dienstjaar verdienen. Het bedrag van de bijdragen wordt bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de bosontginningen.

**Art. 6.** Het dienstjaar voor de inning van de bijdragen loopt over de periode van 1 januari tot 31 december van elk jaar.

**Art. 7.** Deze bijdrage wordt geïnd en <sup>ingevoerd</sup> ~~ingevoerd~~ door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die <sup>deze</sup> ~~op~~ haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid, genaamd de~~ Bosuitbatingsfonds.

Het gaat om de bijdragen die de opdrachten van het fonds financieren en eveneens de bijdragen om aan het vzw Hout Info Bois en aan de Belgische Houtconfederatie te betalen.

**Art. 8.** De wettelijke basis waardoor de RSZ belast kan worden met de inning van een bestaanszekerheidsbijdrage is vastgelegd in artikel 6 van de socialezekerheidswet van 27.6.1969 en in artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor ~~bestaanszekerheids-~~ bestaanszekerheid. Dit betekent dat inzake inning, invordering en verjaring, voor de <sup>bijdrage</sup> ~~de~~ dezelfde regels moeten gelden als voor de gewone socialezekerheidsbijdragen, d.w.z. dat zij driemaandelijks verschuldigd is uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal en dat er bij laattijdige betaling een bijdrageopslag van 10 % en een verwijlntrest van 7 % wordt aangerekend. In verband met het navorderen van deze achterstallen is het zo dat de RSZ als taak heeft de bijdragen na te vorderen die niet binnen de <sup>reglementaire</sup> ~~reglementaire~~ <sup>rekening</sup> ~~wijze~~ door de bijdrageplichtige werkgevers betaald werden. Vooraleer tot rechtsvervolging over te gaan stelt <sup>de RSZ</sup> ~~zij~~ alles in het werk om langs administratieve weg de betaling van de verschuldigde bijdrage te verkrijgen. De gerechtelijke fase wordt dus voorafgegaan door een bestuurlijke fase.

**Art. 9.** De driemaandelijkse bijdragen worden berekend op basis van de driemaandelijkse aangifte die de werkgever dient over te maken aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op het verlopen kwartaal.

**Art. 10.** De beheerskosten van het Bosuitbatingsfonds worden elk jaar door het in artikel ~~15~~ <sup>14</sup> bedoelde paritair beheerscomité vastgesteld.

Deze kosten worden gedekt door :

1. de intresten van de kapitalen gevormd door de storting van de bijdragen;
2. de opbrengst van een afhouding op de bijdragen waarvan het percentage jaarlijks door het in artikel ~~15~~ bedoelde paritair beheerscomité wordt vastgesteld.

14

### HOOFDSTUK IV. – Aard, toekenningsvoorwaarden en de uitkeringswijzen van de aanvullende voordelen

**Art. 11.** De in artikel 4 bedoelde werklieden hebben recht op aanvullende vergoedingen, waarvan het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringswijzen worden bepaald bij

collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de bosontginningen.

**Art. 12.** De uitkering van de aanvullende voordelen aan de werklieden mag niet afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen die hem zijn opgelegd.

**Art. 12bis.** De toegekende voordelen zijn gratis voor de begunstigden. Aan de begunstigde mag geen enkele kost ten laste gelegd worden op de ene of andere manier.

**Art. 13.** Het Bosuitbatingsfonds kan ook geheel of gedeeltelijk tegemoetkomen in de kosten van beroepsopleiding en/of sociale vorming, met toepassing van sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten.

#### HOOFDSTUK V. - Beheer

**Art. 14.** Het Bosuitbatingsfonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité samengesteld uit vier effectieve leden die de beheerders van het Bosuitbatingsfonds zijn.

De helft van deze leden wordt aangewezen door en onder de leden van het Paritair Subcomité voor de bosontginningen die op voordracht van de beroepsvereniging van de werkgevers voor bosuitbating benoemd zijn, de andere helft van de leden wordt aangewezen door en onder de leden van het Paritair Subcomité voor de bosontginningen die de werklieden van deze sectoren vertegenwoordigen.

De leden van het paritair beheerscomité worden aangewezen voor de duur van hun mandaat als lid van het Paritair Subcomité voor de bosontginningen.

In geval van tijdelijke verhindering vervangt een aangewezen plaatsvervangend lid het effectieve lid en oefent het diens bevoegdheden uit.

De functie van lid van het paritair beheerscomité neemt een einde door ontslag, door overlijden of wanneer het mandaat van lid van het Paritair Subcomité voor de bosontginningen verstrijkt of door ontslag gegeven door de betrokken organisatie. Het nieuwe lid beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

De leden van het paritair beheerscomité zijn herkiesbaar onder dezelfde voorwaarden als die waaronder zij aangewezen werden.

**Art. 15.** De beheerders van het Bosuitbatingsfonds gaan met betrekking tot de verplichtingen van het Bosuitbatingsfonds persoonlijk geen enkele verbintenis aan. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun beheersmandaat dat hun toegewezen werd.

**Art. 16.** Het paritair beheerscomité telt een Voorzitter en een Vice-Voorzitter.

Het Voorzitterschap en het Vice-Voorzitterschap worden alternerend georganiseerd tussen de werkgeversorganisaties en de werknemersorganisaties en de duur van een mandaat betreft drie jaren.

**Art. 17.** Het paritair beheerscomité is bekleed met de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Bosuitbatingsfonds, onverminderd evenwel die welke door de wet of door deze statuten toegewezen zijn aan het Paritair Subcomité voor de bosontginningen.

Het paritair beheerscomité kan een deel van zijn bevoegdheden aan een directeur en aan onverschillig welke mandataris van zijn keuze overdagen.

Het paritair beheerscomité heeft meer bepaald tot opdracht :

1. toezicht te houden en alle nodige maatregelen te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
2. de beheerskosten, alsmede van quota van de jaarlijkse inkomsten die zullen dienen om deze kosten te dekken, te bepalen;
3. zich soeverein uit te spreken over elk bijzonder geval dat hem voorgelegd zou worden met toepassing van een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, die kadert in de opdrachten van het Bosuitbatingsfonds;

4. elk jaar tijdens de maand mei schriftelijk verslag over de uitvoering van zijn opdracht aan het Paritair Subcomité voor de bosontginningen uit te brengen.

De directeur heeft in het bijzonder als opdracht:

1. De voorbereiding van de agenda van de vergaderingen.
2. De uitnodiging van de effectieve en plaatsvervangende leden van het paritaire beheerscomité; de uitnodiging, de agenda en de eventuele documenten worden opgestuurd per gewone post of per elektronische post minstens vijf werkdagen voor de gezegde vergadering.
3. De redactie en de distributie van het verslag van de vergadering aan de effectieve en plaatsvervangende leden ten laatste een maand na de gezegde vergadering.

**Art. 18.** Het paritair beheerscomité vergadert minstens tweemaal per jaar op uitnodiging van de voorzitter, die, hetzij ambtshalve handelt, hetzij op aanvraag van minstens de helft van de leden van het paritair beheerscomité, of op aanvraag van de directeur van het Bosuitbatingsfonds.

**Art. 19.** De directeur van het Bosuitbatingsfonds woont van rechtswege de vergaderingen van het paritair beheerscomité bij en neemt het secretariaat ervan waar. Hij is niet stemgerechtigd.

**Art. 20.** Het paritair beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien elke representatieve organisatie aanwezig is.

De beslissingen van het paritair beheerscomité worden met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

Alleen de effectieve leden en de plaatsvervangende leden die de effectieve leden vervangen zijn stemgerechtigd.

#### HOOFDSTUK VI. - Toezicht

**Art. 21.** Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 wijst het Paritair Subcomité voor de bosontginningen een accountant aan teneinde het boekhoudkundig beheer van het Bosuitbatingsfonds te controleren.

Hij brengt ten minste eenmaal per jaar tijdens de maand juni verslag uit over zijn opdracht aan het Paritair Subcomité voor de bosontginningen. Daarbij licht hij regelmatig het paritair beheerscomité van het Bosuitbatingsfonds over het resultaat van zijn onderzoekingen in, en doet hij daaraan de aanbevelingen die hij nuttig acht.

#### HOOFDSTUK VII. - Balans en rekeningen

**Art. 22.** Op 31 december worden de balans en rekeningen van het dienstjaar dat samenvalt met het afgelopen kalenderjaar afgesloten.

#### HOOFDSTUK VIII. - Ontbinding en vereffening

**Art. 23.** De ontbinding van het Bosuitbatingsfonds wordt door het Paritair Subcomité voor de Bosontginningen uitgesproken. Dit laatste beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het Bosuitbatingsfonds na kwijting van het passief en besteedt deze overeenkomstig het doel waarvoor het Bosuitbatingsfonds opgericht werd.

Het Paritair Subcomité voor de bosontginningen wijst als vereffenaars de in artikel ~~15~~ **14** bedoelde effectieve leden van het paritair beheerscomité aan.

#### HOOFDSTUK IX – BEVOEGDHEDEN IN GEVAL VAN GESCHILLEN

**Art. 24.** In geval van geschil tussen de vertegenwoordigers van de arbeiders en van de werkgevers, vindt er eerst een bemiddeling plaats in het Paritaire Comité.

Indien de bemiddeling niet slaagt, komt het de arbeidsrechtbank van de zetel van het Bosuitbatingsfonds toe te oordelen met betrekking tot de geschillen betreffende de rechten en plichten die voortvloeien uit de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.